



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PANZANI

141 COURS GAMBETTA
69003 Lyon

N° dossier : 30363
Code AIOT : 0007402238

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement PANZANI implanté Usine semoulerie de Bellevue 6 A 14 AV LOUIS ROCHE 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PANZANI
- Usine semoulerie de Bellevue 6 A 14 AV LOUIS ROCHE 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0007402238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Panzani Gennevilliers exploite un moulin et des silos en vue de produire de la semoule. Il est à autorisation pour la rubrique 3642-2 (rubrique IED) et à DC pour la rubrique 2160-2. Son activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 16/08/1994, complété par l'APC du 21/06/2010. Son classement a été mis à jour par courrier préfectoral du 13/06/2018.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Constats hors points de contrôle

Lors de l'inspection, l'exploitant a demandé de préciser la fréquence de contrôle qui s'applique pour les rejets atmosphériques (poussières). Le point 21.1 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27/02/2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642 [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, indique une **fréquence de surveillance annuelle**.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Préfectoral du 16/08/1994, disposition II.19	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Déclaration d'incident	Code de l'environnement, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008	Sans objet
7	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
8	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
9	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant suit bien la réalisation des travaux et les interventions des entreprises extérieures sur son site concernant les permis feu et les plans de prévention. Ses installations sont propres, les portes maintenues fermées, les extincteurs et RIA vérifiés par sondage ont fait l'objet du contrôle annuel réglementaire.

L'exploitant doit toutefois s'assurer qu'il n'existe pas de zones ATEX sur son site et dans le cas contraire, se conformer à la réglementation applicable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir lancé une mise à jour du zonage ATEX de son site avec l'INERIS et est en attente du rapport. Les premiers éléments semblent indiquer qu'il n'y a pas de zones ATEX sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra communiquer les résultats du rapport de l'INERIS à l'inspection des installations classées, dès réception de celui-ci. En cas de zone finalement ATEX, il respectera les dispositions de l'article pré-cité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...] - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
Constats : Les consignes de l'exploitation précisent l'obligation d'un permis d'intervention pour les travaux pouvant générer des étincelles. Lors du contrôle sur site, l'inspection des installations classées a constaté la présence des consignes affichées à différents étages de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
Constats : L'inspection des installations classées a constaté qu'il n'y avait pas de mégot de cigarette sur le parking ou à l'intérieur des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats : L'exploitant renseigne deux types de plans de prévention : spécifique pour des interventions ponctuelles et annuel pour les entreprises extérieures intervenant régulièrement sur le site. Dans le cas de travaux par points chauds, l'exploitant renseigne également un permis feu pour 24h. En plus de ces plan et permis, l'exploitant transmet à ses sous-traitants un manuel de sécurité au travail dans lequel un paragraphe est dédié aux travaux par points chauds.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
Prescription contrôlée : Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...] 4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...]
Constats : Le site est soumis à POI. Plusieurs entreprises extérieures interviennent sur le site. L'exploitant a bien mis en place un plan de prévention comme indiqué au point précédent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
Prescription contrôlée : Article R4512-8 du Code du travail Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
Constats : Les plans de prévention contrôlés pendant l'inspection respectent bien les dispositions du décret du 07/03/2008.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
Constats : L'exploitant autorise les entreprises extérieures intervenant sur son site à recourir à un seul niveau de sous-traitance. Ces entreprises extérieures sont chargées de transmettre le manuel de sécurité à leurs sous-traitants. En plus du plan de prévention renseigné, il est aussi complété un permis de travail pour chaque intervention. En cas de travaux par points chauds, l'entreprise extérieure est aussi responsable d'apporter son propre extincteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : L'exploitant forme en interne son comité de direction ainsi que ses donneurs d'ordres aux risques et des sensibilisations sont faites à l'ensemble du personnel. Une formation ATEX avec l'APAVE (niveaux 1 et 2) doit être organisée d'ici la fin de l'année et une sensibilisation est prévue en 2026. Une formation commune pour l'évacuation du personnel en cas d'incident est refaite annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux
Prescription contrôlée : Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
Constats : L'exploitant indique qu'à la fin des travaux, la responsable SSE ou le responsable maintenance contrôlent les travaux réalisés et renseignent la partie post-travaux du permis feu créé pour l'intervention. Par sondage, l'inspection des installations classées constate que les permis feu sont bien renseignés et signés uniquement par les personnes mentionnées ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1994, disposition II.19
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI
Prescription contrôlée : L'efficacité du POI (alerte, scénario d'accident, intervention, coordination des différents acteurs...) sera vérifiée annuellement lors d'un exercice.
Constats : L'exploitant a réalisé un exercice au 1er trimestre 2024 (incendie de silo) et attend une réponse de la BSPP pour participer à un exercice sur table d'ici la fin de l'année 2025. Il ressort du dernier exercice que le portail d'accès, rue de Seine, à l'arrière de l'usine n'est pas disponible car soudé, l'exploitant a commandé un nouveau portail pour garantir l'accès par ce côté également. Le dernier POI doit également être mis à jour concernant les contacts en cas d'incident de la Préfecture et de l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la date retenue pour son exercice de 2025 dès validation avec la BSPP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. [...]
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées par courriel le 23/10/2025 à 00h10 d'un départ de feu sur son site ayant eu lieu le 22/10 après-midi. L'incident s'est terminé à 21h45 ce même jour. L'exploitant doit également déclarer cet incident soit en remplissant une fiche de notification BARPI soit via la téléprocédure (https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois